

GUIDE DES **PRINCIPES D'INTÉGRITÉ** DANS LA **CONDUITE DES AFFAIRES**

| SOMMAIRE |

Avant-propos	2
1. Concurrence loyale	4
2. Collaborateurs, clients et consommateurs	10
3. Corruption et paiements irréguliers	16
4. Conflits d'intérêts	26
5. Confidentialité, délit d'initié et utilisation des actifs de Sodexo	32
6. Sincérité de l'information financière et comptable de Sodexo	38
7. Qui fait quoi ?	44

AVANT-PROPOS

**Sodexo a pour ambition d'être un exemple,
autant qu'un leader, dans son secteur d'activités.**

Notre vocation – améliorer la qualité de vie au quotidien –, et notre signature – faire de chaque jour un jour meilleur –, reflètent notre attachement à la plus haute échelle de valeurs en matière d'éthique des affaires.



Nos « Principes d'Intégrité dans la conduite des affaires » (« les Principes ») formalisent nos exigences dans ce domaine. Être à part entière un collaborateur d'une entreprise de référence et d'excellence comme Sodexo, c'est savoir respecter et appliquer ces principes en toute responsabilité – en comprenant que les manquements aux « Principes » sont aussi, dans bien des cas, des violations de la loi.

Les Principes
définissent
une conduite
éthique
et intègre.

Le Guide présente une explication détaillée des Principes, suivie de règles et de conseils pratiques.

Chaque chapitre débute par l'énoncé général d'un principe et comporte trois parties : les idées clés de ce principe, une liste de règles simples à respecter, des exemples pratiques qui les mettent en situation.

Ces principes ne sont pas nouveaux, les collaborateurs de Sodexo les vivent déjà au quotidien dans leur environnement personnel et professionnel. Ce Guide a pour but d'être un outil pratique d'aide dans la complexité croissante d'environnements professionnels toujours plus mondialisés, multiculturels et diversifiés.



Le dynamisme et l'envergure des activités de Sodexo sont nécessairement synonymes de situations imprévues ; c'est pourquoi il est si important que ces règles d'intégrité dans la conduite des affaires guident nos choix en permanence.

Si vous êtes confronté(e) à une situation délicate, ou si vous avez un doute sur les pratiques d'un(e) collègue et leur conformité à nos principes éthiques, n'hésitez pas à contacter et demander conseil aux dirigeants listés au chapitre 7.

L'attachement de Sodexo à une totale intégrité dans la conduite des affaires passe par ce message simple : en cas de doute ou de question, parlez-en.

Le Guide
est un outil
pratique,
une boussole
pour vous
aider à bien
naviguer
à travers
les différentes
situations
que vous
pouvez
rencontrer.

01 CONCURRENCE LOYALE

Le régime de la libre entreprise suppose une concurrence loyale et équitable. Acteur mondial de premier plan, Sodexo refuse toutes les pratiques concurrentielles et commerciales déloyales. Le Groupe fonde ses choix et ses décisions d'achat sur des critères objectifs (prix, service, qualité, etc.) et attend de ses clients et fournisseurs qu'ils adoptent la même attitude. L'attachement de Sodexo aux règles d'une concurrence ouverte et équitable repose sur la conviction que l'obtention de nouveaux contrats et la croissance rentable de ses activités sont les fruits de son talent, de sa créativité et de ses efforts. Ainsi, les conditions financières et les prix sont fixés en toute indépendance, sans entente illécite avec la concurrence visant un éventuel partage du marché ou des clients.

- Principes d'Intégrité dans la conduite des affaires de Sodexo
 - « Refus de la concurrence déloyale »

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous dirigez une équipe Solutions de Motivation qui étudie le lancement, sur une nouvelle zone géographique, d'un nouveau produit « smart card », destiné aux salariés de l'administration des affaires sociales du pays. Le cadre d'une société concurrente, avec qui vous buvez un verre, vous informe au détour de la conversation que son entreprise envisage de proposer une offre similaire au ministère des affaires sociales et à plusieurs gros hôpitaux du pays, avant de suggérer une solution mutuellement avantageuse ; le concurrent pourrait renoncer à approcher l'administration, si Sodexo s'engageait en retour à ne pas approcher les hôpitaux. Votre réaction ?

R.

Une répartition des clients ou des marchés (ou même une conversation à ce sujet) avec un concurrent viole non seulement les Principes de Sodexo, mais aussi bon nombre de lois. Sodexo fait confiance à la qualité de son offre face à la concurrence. La proposition est immorale, illégale et c'est tout simplement un mauvais calcul. Seule réaction possible : mettre un terme poli à la discussion en expliquant que Sodexo n'est pas intéressé et n'emploie pas ce genre de méthodes dans la conduite de ses activités.

Acteur mondial de premier plan, Sodexo est fier d'opérer et de se développer dans le juste respect des règles partout où ses équipes sont présentes.

Face à la concurrence,
faites toujours confiance
aux atouts de la marque Sodexo.

Les succès commerciaux de Sodexo reposent sur la qualité inégalée de ses offres de services, synonymes de valeur ajoutée, d'efficacité et de fiabilité pour ses clients. Certaines méthodes, qu'elles soient ou non illégales, sont contraires aux valeurs du Groupe et ne sont pas tolérées :

- Dénigrer abusivement un concurrent,
- Présenter sous un jour mensonger tout aspect des produits ou services de Sodexo,
- Acquérir (ou accepter) des renseignements sur un concurrent par voie de vol, d'espionnage industriel, de surveillance électronique ou de corruption,
- Faire usage d'informations dont vous pouvez raisonnablement supposer qu'elles ont été obtenues par des moyens irréguliers.

Ne parlez jamais avec un concurrent
des prix et conditions,
du partage de marchés
ou de territoires, de la répartition
des clients ou des soumissions.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes contacté(e) par la représentante d'une entreprise de services de restauration qui suggère une rencontre pour discuter d'une répartition possible des clients sur une offre de services proposée à la fois par Sodexo et la société en question dans un pays de l'Union Européenne. Elle propose une rencontre hors de l'UE car une discussion dans le pays même pourrait poser problème. Bonne idée ?

R.

Non. Nous ne partageons ni ne répartissons les marchés avec nos concurrents - c'est immoral et illégal -, et vous devez éviter toute discussion à ce sujet avec le représentant d'un concurrent. Peu importe que la rencontre ait lieu à l'extérieur de l'UE ; nos principes s'appliquent dans le monde entier.

Les ententes anticoncurrentielles sont illégales dans l'immense majorité des pays, et contraires à l'attachement de Sodexo à la concurrence loyale.

- **Entente sur les prix.**

Sodexo s'interdit toute entente sur les prix ou les conditions (y compris les termes des contrats et de paiement) avec un concurrent. Ne parlez jamais avec un concurrent des prix, coûts et conditions.

- **Partage de marchés.**

Sodexo s'interdit toute répartition de marchés avec un concurrent. Ne discutez jamais avec un concurrent d'un partage des territoires, marchés ou clients, et évitez toute conversation axée sur des clients, territoires ou marchés spécifiques.

- **Soumissions.**

La règle est simple : ne parlez jamais des soumissions avec la concurrence, ce n'est pas éthique et c'est préjudiciable pour le Groupe.

Faites toujours preuve de prudence lors des réunions d'associations professionnelles.

L'appartenance à une association professionnelle peut être bénéfique pour nos activités et nos collaborateurs. Les associations professionnelles servent des objectifs légitimes : la possibilité d'aborder entre concurrents des problématiques sectorielles en toute légalité, le recueil d'informations et de statistiques à l'échelle du secteur, et parfois la représentation de ses membres devant les instances législatives. Mais ces contacts rapprochés avec nos concurrents sont aussi synonymes de risques ; un client, un consommateur ou une autorité de contrôle peut, par exemple, supposer qu'une rencontre a donné lieu à une discussion déloyale et un accord informel avec des concurrents sur les prix ou la répartition de marchés (que ce soit le cas ou non). Sont donc interdits aux réunions d'associations professionnelles les sujets : prix, clients, soumissions spécifiques et tout autre sujet inapproprié.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes un(e) commercial(e) en rendez-vous pré-soumission avec le représentant d'un client potentiel, un établissement hospitalier qui souhaite externaliser l'ensemble de ses services sur site. Vous savez que les infections contagieuses sont une des préoccupations de l'hôpital et vous avez lu récemment un article sur des cas de contamination par la bactérie e-coli sur un site géré par un concurrent. Dans l'espoir d'emporter ce contrat, pouvez-vous en informer le prospect ?

R.

Non. Vous savez que le concurrent n'a aucune responsabilité dans ces contaminations : en parler reviendrait à tromper votre interlocuteur et dénigrer abusivement la concurrence - ce n'est pas comme ça que Sodexo gagne de nouveaux clients.

Les lois sur la concurrence

Sodexo respecte les réglementations sur la concurrence par conviction morale, pas seulement parce que les lois nous y obligent. Mais gardez toujours en tête deux points importants en la matière :

1. Ces lois s'appliquent partout.

L'application du droit de la concurrence ne se limite pas aux frontières géographiques d'une législation ; un comportement, n'importe où dans le monde, peut enfreindre les lois sur la concurrence de l'Union Européenne ou des États-Unis n'importe où dans le monde.

2. Les sanctions sont sévères.

Une infraction aux lois sur la concurrence peut entraîner des amendes significatives pour Sodexo, et des peines de prison pour ses employés.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Un concurrent appelle pour discuter de la possibilité d'une soumission groupée, et d'un accord réciproque entre l'entreprise et Sodexo pour renoncer à faire une offre individuelle au client. Envisageable ?

R.

Tout dépend de la finalité de l'accord. Sodexo considère volontiers l'opportunité créative de faire équipe avec un concurrent, au « cas par cas », quand cela crée un avantage concurrentiel au service du client. Des accords et des règles de conduite peuvent être définis pour garantir un partage de l'information concurrentielle minimal et strictement limité à la soumission commune. Mais une offre groupée ne sera pas acceptable si elle a pour seul bénéfice d'écarter du marché un ou des concurrents potentiels. Avant de vous engager dans ce type d'accord, consultez votre supérieur et un conseiller juridique.

02

COLLABORATEURS, CLIENTS ET CONSOMMATEURS

Sodexo entretient avec toutes ses parties prenantes et, en particulier, avec ses clients, ses consommateurs et ses collaborateurs, des relations placées sous le signe de l'honnêteté et de l'équité, en accord avec ses principes éthiques : la loyauté, le respect de la personne, la transparence, la lutte contre la corruption et la concurrence déloyale. En conséquence, le Groupe met un point d'honneur à honorer ses engagements contractuels et à respecter tant la lettre que l'esprit de ses accords commerciaux. De même, Sodexo assure à chacun de ses collaborateurs un traitement équitable et adhère aux législations interdisant toute discrimination à l'égard de ses collaborateurs et consommateurs.

- Principes d'Intégrité dans la conduite des affaires de Sodexo
 - « Relations avec les parties prenantes de l'entreprise »

| CAS PRATIQUES |

Q.
Un événement est organisé dans une université pour l'accueil des nouveaux étudiants en début de semestre. Pour faire face au surcroît d'activités, le responsable de site a dû s'éloigner de la cuisine et vous constatez que le personnel travaille sans prendre les pauses réglementaires, sans réfrigérer et étiqueter correctement la nourriture. Même s'il s'agit d'un événement ponctuel unique dont le succès est l'objectif prioritaire, devez-vous en informer le responsable de site ?

R.
Oui. De bonnes conditions d'hygiène et de sécurité font partie intégrante du succès de l'événement, et le responsable d'unité le sait. C'est aussi la réputation de Sodexo que nous protégeons en respectant sans exception ces réglementations, même quand cela semble superflu pour un objectif unique à court terme. Assurez-vous toujours que vous et vos collègues respectez les règles d'hygiène, de sécurité et de sécurité alimentaire, y compris celles définies dans les manuels de sécurité alimentaire de Sodexo. Quand ces règles ne sont pas respectées, il est important d'en informer le responsable de site.

Sodexo entretient avec toutes ses parties prenantes des relations placées sous le signe de l'honnêteté et de l'équité. Nous respectons les droits de nos collaborateurs, clients, consommateurs et partenaires et nous honorons nos engagements.

Respectez toujours les engagements contractuels et l'esprit des accords commerciaux.

Chez Sodexo, les actes suivent les paroles : nous respectons les termes de nos engagements et la teneur de nos promesses. Ces principes définissent l'approche « Right Client, Right Terms »™ pour la conduite des affaires.

Fondez toujours vos décisions commerciales sur les besoins légitimes de l'entreprise.

Les décisions commerciales de Sodexo reposent sur des choix uniquement dictés par l'appréciation objective des produits ou services proposés, notamment leur conformité, leur prix, leur qualité et fiabilité.

Nos décisions ne prennent pas en considération les intérêts personnels ou les cadeaux reçus des fournisseurs potentiels.

Ne tolérez jamais de la part d'un partenaire commercial un comportement qui ne serait pas acceptable de la part de Sodexo ou de ses collaborateurs.

Sodexo attend de ses fournisseurs et de tous ses partenaires commerciaux qu'ils partagent ses valeurs et ses exigences d'intégrité dans la conduite des affaires.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous travaillez sur un projet dans lequel Sodexo opère en partenariat avec une entreprise locale pour assurer les services de restauration aux ouvriers d'un site pétrolier client. La plupart des employés appartiennent à l'ethnie majoritaire du pays et des frictions avec les membres d'un groupe minoritaire ont causé quelques incidents dans le réfectoire, qui ont perturbé temporairement les services de restauration. Peu après, vous apprenez que la coentreprise a l'intention d'interdire aux ouvriers du groupe minoritaire de manger dans le réfectoire pour éviter toute perturbation. Faut-il réagir, bien que Sodexo ne contrôle pas la coentreprise ?

R.

Oui. Une discrimination envers un consommateur ou quiconque sur la base de critères comme l'origine ethnique est contraire aux principes de Sodexo. Il faut faire part de la situation à votre responsable, pour que l'interlocuteur désigné au sein de Sodexo puisse aborder le sujet avec un représentant de la coentreprise.

Traitez toujours les autres dignement et avec respect.

Sodexo s'efforce de traiter ses collaborateurs et consommateurs dignement et respectueusement en toutes circonstances.

N'exercez jamais aucune forme de discrimination.

Nos décisions commerciales reposent sur le mérite et non sur des considérations comme l'origine, la religion ou tout autre critère inadmissible. Nous n'acceptons aucune distinction de cet ordre ni discrimination envers nos consommateurs, clients, fournisseurs ou qui que ce soit. Sodexo est profondément engagé en faveur de la diversité par conviction éthique, et parce que nous constatons son impact positif sur nos activités. Fidèle à cette valeur, Sodexo ne tolère aucun comportement indélicat et susceptible d'offenser ou d'intimider un collaborateur, client ou consommateur, même sous forme de plaisanterie. Toutes formes d'intimidation physique ou menaces de violence sont absolument proscrites.

Fondez toujours les décisions relatives aux ressources humaines sur des critères professionnels et conformes à la législation du travail en vigueur.

Sodexo donne des chances égales à tous ses collaborateurs, actuels et potentiels, et fonde ses décisions en matière de ressources humaines sur des critères professionnels et conformes aux législations sur le travail applicables. Cet impératif vaut pour toutes les décisions de recrutement, sélection, formation, promotion, rémunération, transfert/mutation, mesures de discipline et licenciements, et toute autre action relative au personnel.

| CAS PRATIQUES |

Q.

En tant que responsable/directeur(trice) régional(e), vous avez la mission de trouver des partenaires affiliés pour un nouveau programme de Solutions de Motivation. Un de vos amis est propriétaire et gérant d'un commerce d'alimentation qui fait partie des partenaires potentiels. Pouvez-vous envisager d'affilier le commerce de votre ami ? Et si oui quelle est la marche à suivre ?

R.

Oui, vous pouvez envisager l'affiliation du commerce de votre ami. Vous devez appuyer votre décision sur les mêmes critères - qualité des produits et du service offerts -, que pour toute autre décision commerciale prise au nom de Sodexo, en dehors de toute considération d'ordre personnel et amical. Demandez à un collègue de faire une évaluation aussi complète, critique et impartiale de cette société que de n'importe quel autre partenaire potentiel et d'émettre un avis sur l'affiliation.

Si, au final, vous décidez de recommander l'affiliation, vous devrez expliquer à votre supérieur que son propriétaire est un ami, mais que vous jugez objectivement ce partenariat optimal pour Sodexo, et être prêt(e) à expliquer pourquoi. Pour éviter de soulever, après coup, des doutes sur les raisons d'une décision commerciale, il faut toujours dévoiler vos liens personnels avant que la décision ne soit prise, et mettre en œuvre toutes les précautions supplémentaires qui s'imposent pour éviter ne serait-ce qu'une apparence de favoritisme.

Appliquez toujours les règles d'hygiène en vigueur et les normes et pratiques définies par Sodexo pour la sécurité.

Sodexo garantit des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes à ces collaborateurs, clients et consommateurs. Bien que nous soyons rarement propriétaires et totalement responsables des sites où nous opérons, nous faisons tout notre possible pour y maintenir de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité. Sodexo opère partout dans le respect total des codes, règlements et procédures d'hygiène et de sécurité en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Dans le cadre de leur travail, les collaborateurs de Sodexo ne doivent être sous l'influence d'aucune substance susceptible d'affecter leurs capacités de raisonnement ou leurs performances.

En cas d'accident ou de blessure, ainsi que d'équipements, de pratiques ou de conditions dangereuses, avertissez sans délai un supérieur ou un autre interlocuteur désigné.

03

CORRUPTION ET PAIEMENTS IRRÉGULIERS

La capacité de Sodexo à gagner et à fidéliser de nouveaux clients repose sur la qualité de ses offres de services. Le Groupe refuse toute forme de corruption - publique ou privée, directe ou indirecte - pour obtenir quelque avantage commercial que ce soit. En particulier, Sodexo s'interdit d'offrir des cadeaux ou autres gratifications à des agents publics, des clients privés ou des prospects dans l'espoir d'influer sur leur décision ou de se voir attribuer un marché. De même, les collaborateurs du Groupe sont tenus de refuser tout cadeau ou invitation de fournisseurs ou de fournisseurs potentiels en échange de l'attribution d'un contrat ou de meilleures conditions tarifaires.

Les collaborateurs de Sodexo n'acceptent, ni n'accordent aucune gratification qui risquerait de peser sur leur jugement, d'influencer des tiers ou de nuire à l'image du Groupe, par exemple, le financement illégal ou irrégulier de candidats ou de partis politiques, les cadeaux ou invitations offerts ou reçus en contrepartie d'avantages commerciaux indus. Les collaborateurs et les représentants de Sodexo se gardent également, en toutes circonstances, de toute action qui pourrait être perçue comme contraire aux principes d'intégrité et d'honnêteté du Groupe.

– Principes d'Intégrité dans la conduite
des affaires de Sodexo
« Refus de la corruption »

| CAS PRATIQUES |

Q.
Vous êtes responsable de secteur pour les services sur site dans un district scolaire d'une petite municipalité à très faible budget, qui renouvelle actuellement son appel d'offres pour ce contrat de services. Le directeur des affaires scolaires vous demande de préparer une fête d'anniversaire pour le maire de la ville. Pouvez-vous accepter d'organiser et de financer l'événement ?

R.
Non. Organiser une fête d'anniversaire pour le maire, haut-représentant de l'autorité locale, va à l'encontre des Principes de Sodexo et serait considéré comme un acte de corruption, en l'espèce une faveur financière accordée en échange d'un renouvellement de contrat.

Corruption et marchés publics

C'est sur l'intégrité que mise Sodexo pour gagner et fidéliser de nouveaux clients, du secteur public comme du secteur privé, affronter ses concurrents et assurer ses services – et certainement pas sur des pratiques irrégulières. Nous faisons confiance à la grande qualité de nos offres de services et de nos équipes pour développer nos activités et gagner des clients, sans chercher à bénéficier d'avantages indus.

Par conséquent, même dans les pays où la corruption est pratique courante et admise par la concurrence, les collaborateurs de Sodexo ne doivent jamais, en aucune circonstance, proposer, remettre ou promettre à un Agent Public (ci-après défini) de gratification d'aucune sorte dans le but d'obtenir ou de conserver un avantage indu, commercial ou autre. Il est également pros crit d'auto-riser ou d'aider un tiers à faire indirectement ce qui est directement interdit aux collaborateurs de Sodexo. Exemples de conduites contraires aux principes d'intégrité de Sodexo :

- Proposer ou remettre de l'argent à un inspecteur de l'hygiène pour qu'il ferme les yeux sur des violations des règlements sanitaires.
- Proposer à un agent ou fonctionnaire impliqué dans la passation d'un marché public un week-end de golf pour obtenir que Sodexo puisse soumissionner après la date limite.
- Proposer à un Agent Public des services gratuits ou l'utilisation d'équipements appartenant à Sodexo en échange de l'attribution d'un contrat.
- Permettre à un agent représentant Sodexo de rémunérer un Agent Public pour faire baisser le montant des impôts de Sodexo.

Les Principes de Sodexo interdisent de proposer ou de faire don de « tout élément de valeur » à un Agent Public en vue de l'influencer pour obtenir de sa part un avantage indu. De tels agissements sont également contraires à la loi. Il est interdit de proposer de l'argent mais aussi des bénéfices en nature quels qu'ils soient, tels que :

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous essayez de convaincre un gestionnaire de l'administration locale qui supervise un programme d'avantages sociaux pour les employés publics d'adopter un programme de « smart card » électronique. Malgré tous vos arguments, il n'est pas encore convaincu et demande à pouvoir, avec d'autres membres de son équipe, utiliser des cartes gratuitement pendant un mois. Pouvez-vous lui en donner la possibilité ?

R.

Oui, mais pas gratuitement. Il peut profiter d'un essai non renouvelable (en supposant évidemment que les dispositions juridiques le permettent et que son employeur l'autorise), mais seulement si lui et son équipe paient pour le chargement des cartes utilisées. Un essai de la « smart card » peut aider à convaincre un gestionnaire soucieux des coûts d'adopter ce nouveau programme. Si l'administrateur et son staff financent eux-mêmes le chargement des cartes, vous évitez la zone dangereuse de l'échange d'une gratification (ici l'usage de cartes prépayées) contre l'obtention d'un avantage (ici le contrat de services « Smart card »).

- Une opportunité commerciale
- Un repas ou divertissement au-delà d'une valeur modeste
- Un voyage ou déplacement personnel
- Une opportunité professionnelle pour un proche ou parent d'un employé public

De même, Sodexo donne à la définition d'Agent Public un sens très large. Un « Agent Public » peut être :

- Un inspecteur de l'hygiène, un législateur, un agent des impôts de l'administration locale ou nationale
- Toute personne travaillant pour une entité contrôlée par l'État, par exemple un hôpital public, une université, une prison, une compagnie pétrolière ou de télécommunications majoritairement contrôlée par l'État
- Tout représentant officiel d'un parti politique ou candidat à un poste d'élu
- Toute personne travaillant pour une organisation publique internationale, définie comme une organisation comptant au moins deux pays membres
- Toute personne employée ou mandatée par un gouvernement ou une organisation publique internationale de manière officielle

Dans tout contexte d'affaires, il est en premier lieu important de déterminer si votre interlocuteur, qu'il s'agisse d'un prospect, client ou partenaire commercial, est un Agent Public. Demandez toujours conseil à votre supérieur en cas de doute ou de question sur vos interactions avec un Agent Public.

Notez également que dans les cas où un Agent Public est le destinataire d'un cadeau, divertissement, voyage, hébergement, ou toute autre forme de gratification, cette dépense doit être correctement enregistrée dans les comptes de votre entité opérationnelle, avec toutes les précisions nécessaires à une traçabilité fidèle et totale (motif et nature de la dépense entre autres).

| CAS PRATIQUES |

Q.
 Votre entité opérationnelle est en lice pour la signature d'un contrat de services sur site dans une prison. Vous apprenez que votre collègue a promis au directeur de l'administration pénitentiaire locale de recruter son cousin pour assurer la gestion du site si Sodexo remporte l'appel d'offres. Que faire : informer votre responsable, ou attendre de voir qui emporte le contrat ?

R.
 Vous devez en parler dès que possible. Tenter de gagner un nouveau client en faisant ce genre de promesses est contraire aux Principes de Sodexo, et c'est aussi une possible violation de la loi.

Dépenses autorisées concernant les Agents Publics.

Sodexo admet que certaines dépenses engagées à l'attention d'Agents Publics sont admissibles dans certains pays, sans être incompatibles avec ses principes d'intégrité. Ces dépenses sont limitées, et doivent être étudiées à l'avance pour s'assurer que la frontière reste claire entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Les paragraphes suivants détaillent les catégories de repas, invitations, cadeaux de valeur symbolique et autres gratifications généralement permises. Renseignez-vous ; votre entité opérationnelle applique peut être une politique plus restrictive, que vous devez respecter en toutes circonstances.

• Fidélisation et cadeaux d'affaires.

De temps en temps, il est opportun pour un collaborateur de Sodexo d'adresser un cadeau, une invitation ou autre gratification de valeur symbolique à un Agent Public dans un but de fidélisation ou pour faire un geste commercial. Mais avant de concrétiser cette intention, il faut **toujours** :

- **obtenir au préalable un accord écrit (conformément aux règles et procédures en vigueur dans votre entité opérationnelle)** si la valeur excède 30 euros dans le cas d'un cadeau, 50 euros par personne dans le cas d'une invitation ou autre gratification ⁽¹⁾.
- **communiquer (lors de l'obtention de l'accord écrit)** le montant de tous les autres cadeaux, invitations et autres gratifications adressés à ce même Agent Public dans le courant de l'année.
- **évaluer** si ce cadeau - même en deçà des limites autorisées -, est bien opportun à la lumière du contexte dans son ensemble. Si le geste risque d'être interprété par des tiers comme une tentative de corruption alors renoncez y, même si techniquement la définition ne s'applique pas.
- **Il n'est jamais admissible** de faire à un Agent Public des dons en espèces ou équivalents.

⁽¹⁾ CHAQUE ENTITÉ OPÉRATIONNELLE PEUT FIXER DES LIMITES PLUS RESTRICTIVES. LES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF GROUPE PEUVENT, À LEUR RAISONNABLE DISCRÉTION, DÉPASSER CES LIMITES QUAND LES CIRCONSTANCES LE JUSTIFIENT.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Un consultant sur une zone géographique nouvelle pour Sodexo affirme être en mesure de garantir une progression dans la signature de nouveaux contrats. Il vous suffit de faire appel à ses services, et de commencer par lui verser sur ses honoraires un acompte substantiel en liquide. Devriez-vous lui confier cette mission ?

R.

Non. Rémunérer les services d'un consultant, à sa demande, en argent liquide est une pratique bannie par Sodexo. Sans compter qu'une « garantie » est clairement un signal d'alerte qui suggère des liens probablement peu transparents avec ses interlocuteurs. Exiger l'avance d'une somme significative est aussi un signal d'alerte ; le consultant compte peut-être « investir » une partie des honoraires reçus de Sodexo pour corrompre les décisionnaires. Il faut évaluer sérieusement la réputation en matière de corruption du pays où officie le consultant. Ceci étant dit, certaines circonstances justifient parfois d'engager un consultant pour aider Sodexo à développer ses contacts locaux. Le contrat doit alors être rédigé et relu avec soin, et comporter des clauses sur lesquelles le consultant s'engage à respecter les Principes du Groupe.

• Visites de sites : transport et hébergement.

Dans certaines circonstances, les collaborateurs du Groupe sont autorisés, sous réserve d'un accord écrit préalable, à inviter un Agent Public à faire une visite de site dans le but de promouvoir, présenter ou expliquer les services assurés par Sodexo, ou de signer ou exécuter un contrat avec l'administration publique. Dans tous les cas, les frais de transport, d'hébergement et toutes autres dépenses induites par ces visites doivent être raisonnables, directement liés à l'objectif commercial, et dûment enregistrés. Une invitation doit être approuvée avant de pouvoir être adressée à un Agent Public. Ne jamais :

- **organiser un déplacement** pour un Agent Public pour des raisons autres que la promotion et la présentation des services de Sodexo ou l'exécution d'un contrat.
- **assurer** à un Agent Public un transport ou hébergement incluant divertissements ou événements extravagants ou onéreux, ou une part significative de divertissement.
- **assurer** à un Agent Public le transport ou l'hébergement sauf si les frais sont raisonnables, correspondent au prix du marché, et sont engagés sans intention de corruption.
- **organiser** une visite sur un site éloigné si la visite moins coûteuse d'un site plus proche est réalisable et pertinente.
- **proposer** de couvrir les frais de participation d'un parent ou d'un proche de l'Agent Public afin qu'il ou elle l'accompagne lors du déplacement.

• Contributions et dons caritatifs.

En général, toutes les demandes de la part d'un agent ou d'une administration publique pour une contribution à la construction de routes, écoles, équipements sanitaires ou autres infrastructures dans les communautés locales où évolue Sodexo exigent l'accord du Directeur du pays, ou de son supérieur hiérarchique. Sodexo améliore la qualité de vie des communautés locales en se mettant à leur service, et fait tout son possible pour soutenir leur développement. Mais quand la demande de contribution concerne

| CAS PRATIQUES |

Q.

Sodexo a lancé un programme performant dans les restaurants scolaires pour aider les administrations locales à améliorer les services de restauration financés par des fonds publics. C'est un succès en Europe, mais par contre aucun pays d'Amérique Latine n'a encore adopté le programme. Le maire d'une ville sud-américaine vous confie qu'il serait prêt à faire un essai, à condition de voir d'abord comment le programme fonctionne à Rome, Monte Carlo et Paris, en passant au moins deux jours dans chaque ville. Pouvez-vous approuver ce projet de visite ?

R.

S'il peut être revu à la baisse, oui. Il est possible d'organiser des déplacements pour des prospects dans le but de présenter des produits ou services. Prendre en charge la visite du maire dans la ville qui représente l'option la plus proche et la moins coûteuse est envisageable, en supposant que (1) le déplacement réponde à un objectif commercial légitime, (2) les lois de son pays autorisent le maire à accepter, (3) les frais engagés soient raisonnables, (4) aucun divertissement ou événement important ou onéreux ne soit organisé à cette occasion, (5) vous ayez obtenu tous les accords nécessaires au sein de Sodexo. Donner votre accord à un voyage tous frais payés dans les trois villes est totalement déconseillé ; le déplacement serait extravagant et irait au-delà de tout objectif commercial raisonnable.

une structure caritative liée à un Agent Public, ou quand un agent demande une participation dont il va par ailleurs retirer un bénéfice, une réponse favorable contredit les Principes. Consultez toujours votre supérieur avant de donner votre accord pour une contribution ou un don caritatif au nom de Sodexo.

• **Paiements de facilitation.**

Sodexo admet que, dans de nombreux endroits, ses collaborateurs sont grandement incités à s'acquitter de petits paiements à des agents publics pour bénéficier des services publics et administratifs courants tels que :

- **la délivrance** de permis, licences ou autres documents officiels,
- **le traitement** de formalités administratives (visas par exemple), ou
- **la protection** policière élémentaire, l'accès aux services postaux, aux télécommunications, aux services d'eau et d'électricité.

Même si ces paiements sont licites dans certains pays, ils sont illégaux dans d'autres et sont de toute manière fortement déconseillés par Sodexo. Un accord préalable du Directeur Général du Groupe ou du Directeur Financier du Groupe est indispensable avant de procéder à un paiement de ce type, quel qu'il soit. Et pour toute demande, vous devrez faire clairement état des montants et de la fréquence des paiements de facilitation éventuels déjà reçus par ce ou ces mêmes Agent(s) Public(s).

De la même façon, si vous avez connaissance de paiements de facilitation passés ou présents au sein de votre entité opérationnelle, il faut absolument en informer votre supérieur. Dans certains pays, il est illégal de comptabiliser de manière inexacte un paiement de facilitation dans les états financiers (même si le paiement lui-même peut être légal).

| CAS PRATIQUES |

Q.

Sodexo a une excellente opportunité de se voir attribuer la gestion des services sur le site d'une mine de cuivre, sous réserve que l'exploitation s'agrandisse suffisamment. Mais avant que cela soit possible, le site doit recevoir des autorités locales un certificat d'impact environnemental. Vous êtes approché par un consultant local qui affirme savoir « comment les choses marchent dans la région » et pouvoir obtenir une dispense de certificat. Faut-il l'engager ?

R.

Cela dépend. La proposition du consultant se présente sous un jour suspect qui doit vous alerter. Quand il dit savoir « comment les choses marchent dans la région », l'affirmation suggère fortement qu'il pourrait consacrer une partie des honoraires reçus de Sodexo à des paiements illicites pour obtenir la dispense. Faites une recherche approfondie sur la réputation et les qualifications du consultant. Si ces informations, y compris ses références, attestent de son professionnalisme, de son éthique et de son habitude de conduire ce type de mission en toute intégrité, la réponse peut être « oui » (à condition que les services rendus se conforment à un contrat écrit et soient correctement documentés). Si, à l'inverse, il n'a pas de références, pas de collaborateurs et met juste en avant ses « connexions », ou si ses références révèlent des pratiques d'une intégrité douteuse, alors la réponse est « non ».

Agents, consultants et autres intermédiaires

Les Principes interdisent d'engager un consultant, un agent ou autre tiers qui risque, selon toute probabilité, de se livrer à un paiement irrégulier dans le cadre de sa mission au nom de Sodexo. Une prudence particulière s'impose si l'agent est chargé d'aider Sodexo à se mettre en relation ou d'interagir avec un ou plusieurs Agents Publics. Les collaborateurs de Sodexo ne sont en outre pas autorisés à charger indirectement un agent de faire ce qui leur est directement interdit. Quand vous envisagez de faire appel à un agent, certains « signaux d'alerte » doivent donner lieu à un examen prudent et approfondi :

- L'agent a la réputation de se livrer à la corruption.
- L'agent exige : (I) que son identité ne soit pas révélée (II) d'être rémunéré en espèces, de recevoir des paiements à l'avance ou sur des comptes offshore, ou (III) que Sodexo édite de fausses factures ou autres documents factices.
- L'agent exige une commission inhabituellement élevée, sans commune mesure avec la valeur des services rendus à Sodexo ou les tarifs pratiqués habituellement, ou demande le remboursement de frais inhabituellement élevés ou sans justificatifs.

Si un de ces « signaux d'alerte » existe, avertissez votre responsable et obtenez confirmation que toutes les personnes qui, au sein de Sodexo, ont la responsabilité des consultants engagés sous leur autorité déléguée ont été informées. Lorsqu'un agent est chargé d'interagir avec des tierces parties au nom de Sodexo, il faut plus particulièrement (I) faire une vérification approfondie de l'historique et des références de l'agent pour éclaircir tous les doutes soulevés par un « signal d'alerte », (II) rédiger et lui faire signer un contrat comportant des clauses anti-corruption (III) initier formellement entre l'interlocuteur désigné au sein de Sodexo et l'agent une discussion franche sur la teneur des Principes et l'obligation de s'y conformer. Dans tous ces cas, consultez votre supérieur.

| CAS PRATIQUES |

Q.
Sodexo fournit ses services à l'industrie pétrolière et gazière d'un pays. Le frère du président du pays en question vous approche et vous parle des problèmes d'insécurité sur le territoire. Il suggère de faire appel aux services de son entreprise pour assurer la sécurité de vos sites. Sa société se trouve être le seul service de sécurité du pays. Pouvez-vous signer un contrat avec sa société ?

R.
Cela dépend. Sodexo doit s'assurer que cela ne représenterait pas un acte de corruption indirecte du président du pays. Faites une recherche approfondie sur l'entreprise pour vérifier que sa légitimité et sa réputation sont indiscutables, que les honoraires demandés sont à la mesure des services proposés et que la société est d'accord pour adresser des factures à Sodexo pour ses prestations. Mais si le frère laisse entendre, par exemple, qu'aucun marché public ne pourra être attribué à Sodexo à l'avenir si sa société n'est pas retenue, refusez de faire appel à ses services, car vous auriez une indication claire que le contrat est signé en échange de l'obtention éventuelle de nouveaux marchés.

Secteur privé : cadeaux & gratifications

De la même façon, Sodexo refuse toute pratique de corruption commerciale - offrir ou recevoir une forme de gratification en échange d'un avantage indu -, dans le secteur privé. Nous gagnons et conservons nos clients en toute intégrité et nos principes s'appliquent au secteur privé comme au secteur public.

Il est généralement permis d'adresser aux acteurs privés des cadeaux, invitations ou autres gratifications quand leur valeur est modeste, leur nature conforme aux lois applicables et aux pratiques commerciales locales, et qu'ils ne visent pas à obtenir un avantage indu.

Règles de base pour les cadeaux et autres gratifications dans le secteur privé :

- **Obtenir** au préalable un accord écrit de votre responsable avant de proposer ou d'offrir un cadeau ou gratification d'une valeur de plus de 150 euros par personne (ou moins selon les limites fixées par votre entité opérationnelle ²⁾).
- **Obtenir** un accord écrit préalable avant d'accepter d'un client, fournisseur ou autre partenaire commercial un cadeau ou gratification d'une valeur de plus de 150 euros par personne (ou moins selon les limites fixées par votre entité opérationnelle).
- **« Circonstancier » la demande d'accord :** faire état du montant de tous les autres cadeaux et/ou gratifications échangés (offerts ou reçus) avec cette même personne ou entreprise au cours de la dernière année.
- **Évaluer si un cadeau** - même en deçà des limites autorisées -, est opportun à la lumière du contexte dans son ensemble. En cas de doute, n'offrez pas ou n'acceptez pas ce cadeau. Dans ce domaine, un geste qui peut être perçu comme inapproprié ou douteux compte autant qu'une violation réelle des Principes.

⁽²⁾ LES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU GROUPE PEUVENT, À LEUR RAISONNABLE DISCRÉTION, DÉPASSER CES LIMITES QUAND LES CIRCONSTANCES LE JUSTIFIENT.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Le directeur des affaires scolaires d'une commune souhaite construire une nouvelle école maternelle, mais le budget disponible ne couvrira pas l'intégralité des dépenses. Ce fonctionnaire a l'intention de se présenter à des élections et vous explique que la construction de l'école aurait un poids très positif dans sa candidature. Il s'engage à assurer à Sodexo la signature du contrat décennal pour les services de restauration dans cet établissement si l'entreprise finance un cinquième des coûts de construction. La contribution de Sodexo est-elle envisageable ?

R.

Non, mais il y a une autre approche. Vous ne pouvez pas accepter un tel accord parce qu'il caractériserait le versement d'un paiement irrégulier pour l'obtention d'un marché public ; ici un Agent Public vous promet un contrat en échange d'une contribution précieuse pour lui et pour sa candidature. Dans ces circonstances, une participation financière à la construction de l'école représente un acte de corruption d'un Agent Public et n'est pas admissible. Mais, par ailleurs, Sodexo investit couramment dans des projets publics [dans le cadre de ses activités]. Si l'investissement dans l'école rentre dans le cadre du contrat et de l'accord financier soumis par Sodexo, et supposant que la procédure régulière d'appel d'offres soit dûment respectée, l'investissement peut être réalisé. Quoi qu'il en soit, consultez le conseiller juridique désigné.

- **Ne jamais offrir** ou accepter de gratification en espèces ou équivalents.
- **Refuser** tout échange de cadeaux ou gratifications (offerts ou reçus) avec le client ou fournisseur concerné quand un processus de soumission ou d'appel d'offres a activement débuté.

Contributions et financements politiques

Les nombreux pays où Sodexo est présent diffèrent dans leurs législations sur les contributions et financements politiques et les limites applicables dans ce domaine. Toute contribution engagée par ou au nom de Sodexo doit recevoir au préalable un accord écrit conformément aux règles et procédures en vigueur dans votre entité opérationnelle. Un collaborateur de Sodexo qui choisit de s'investir dans une activité politique le fait sur la base de son temps et de ses ressources propres ; utiliser dans un cadre d'activité politique personnelle le temps et les ressources de l'entreprise n'est pas admissible.

04 CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les décisions commerciales de Sodexo sont prises de manière objective, sans aucune considération personnelle. Les collaborateurs de Sodexo doivent identifier les risques de conflit d'intérêts et agir, en toutes circonstances, au mieux des intérêts du Groupe. Dans un souci d'intégrité, ils doivent également se garder de toute action de nature à provoquer un conflit d'intérêts, réel ou potentiel. Il y a conflit d'intérêts lorsque, par exemple, un collaborateur est en position d'influer sur une décision du Groupe susceptible de lui conférer un avantage personnel ou de favoriser un parent ou un proche. De nombreuses situations peuvent donner lieu à ce genre de conflit, notamment lorsqu'un collaborateur ou l'un de ses proches détient des intérêts financiers chez un concurrent, un fournisseur ou un client de Sodexo.

– Principes d'Intégrité dans la conduite
des affaires de Sodexo
« Conflits d'intérêt »

| CAS PRATIQUES |

Q.

Un événement organisé par Sodexo nécessite de faire appel aux services additionnels d'un traiteur. Votre sœur a de l'expérience dans ce domaine, est disponible immédiatement, réactive et très compétente. Elle sera rémunérée aux tarifs habituels et personne ne pourra savoir que c'est votre sœur, sachant qu'elle porte le nom de famille de son époux. Pouvez-vous lui confier la prestation ?

R.

Non. Employer un proche dans le cadre d'une relation directe de supérieur à subordonné (ou superviser son travail de consultant externe) est interdit, que vos liens soient connus ou facilement identifiables ou pas. Si vous pensez que votre sœur est la candidate la plus qualifiée, parlez-en à votre supérieur. Dans certains cas, si un autre collaborateur de Sodexo supervise l'événement, ou prend la décision de faire appel à votre sœur, et que vous faites clairement état de vos liens, il ne serait pas impossible de lui confier la mission.

Les collaborateurs de Sodexo se mettent au service des intérêts du Groupe et de sa mission - améliorer la qualité de vie au quotidien. Ce chapitre détaille les règles à respecter pour éviter les activités et liens susceptibles de créer des conflits d'intérêts.

Informez toujours votre supérieur de tout conflit d'intérêt, y compris de vos relations d'affaires ou investissements à l'extérieur et de ceux de vos proches.

Suivez cette règle générale : si vous êtes en position de prendre pour Sodexo une décision d'affaires qui affecte vos intérêts personnels, alors il existe un conflit d'intérêt que vous devez révéler. Votre supérieur sera ensuite en mesure de décider de la marche à suivre la plus appropriée.

Ne prenez jamais de décisions d'affaires sur la base de vos intérêts personnels.

Sodexo attend de ses collaborateurs que toutes leurs décisions servent les meilleurs intérêts de l'entreprise ; ne prenez jamais une décision d'affaires sur la base de vos intérêts personnels.

Tenez toujours compte de la perception de vos intérêts personnels par vos collègues et les parties prenantes de Sodexo.

Si un vrai conflit d'intérêt peut causer du tort à Sodexo en poussant un collaborateur à prendre une mauvaise décision, **l'apparence** d'un conflit d'intérêt peut aussi sérieusement porter préjudice en donnant l'impression à nos parties prenantes - partenaires, consommateurs, actionnaires et autorités de contrôle -, que nos décisions commerciales servent des intérêts personnels plutôt que professionnels. Il faut par conséquent toujours vous interroger non seulement sur le poids éventuel d'un intérêt personnel sur vos décisions, mais aussi sur la possibilité que cet intérêt soit **perçu** comme un facteur compromettant la probité de vos actions.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes responsable des services de restauration dans une cafétéria universitaire. Vous envisagez de devenir copropriétaire d'un restaurant proche du campus et fréquenté par des étudiants et des enseignants de l'université. Possible ?

R.

Non. Le restaurant est un concurrent de la cafétéria, et vous ne pouvez pas investir dans un concurrent. Il y a risque de conflit d'intérêts : vous pourriez être tenté(e) de fermer les yeux sur des services médiocres à la cafétéria, qui pousseraient un plus grand nombre d'étudiants à préférer votre restaurant.

Suivez toujours les règles et normes fixées par Sodexo sur les relations d'affaires à l'extérieur du Groupe.

La source d'un conflit d'intérêt réside souvent dans les liens professionnels d'un collaborateur à l'extérieur, en particulier des liens avec un concurrent, un fournisseur ou un client actuel ou potentiel. Il peut y avoir conflit, ou apparence de conflit, même si le collaborateur de Sodexo n'occupe qu'à mi-temps, ou uniquement en tant que consultant ou administrateur, pour une autre organisation.

Sodexo a donc établi quelques règles claires :

- Les cadres doivent demander et obtenir l'approbation avant de nouer une relation professionnelle à l'extérieur avec tout concurrent, fournisseur ou client actuel ou potentiel.
- Les cadres ne sont pas autorisés à apporter à un concurrent leurs services ou compétences, ni aider à la création ou à la gestion d'entités concurrentes de Sodexo.
- Aucun collaborateur n'est autorisé à accepter une position au sein de, ou apporter ses services à, une organisation dont il ou elle est chargé(e) de superviser, directement ou indirectement, les relations avec Sodexo.

Ne supervisez jamais les relations entre Sodexo et un membre de votre famille, ne confiez jamais à un membre de votre famille une position qui vous placerait dans une relation de supérieur à subordonné.

Les conflits d'intérêt naissent aussi souvent du désir d'un collaborateur d'aider un membre de sa famille - conjoint, partenaire, parents, beaux-parents, enfants, beaux-enfants, frère, sœur, demi-frère, demi-sœur, neveu, nièce, tante, oncle, cousin(e), grands-parents, petits-enfants ou belle-famille.

| CAS PRATIQUES |

Q.
 Votre beau-frère vient d'acheter l'entreprise laitière qui fournit le lait et le beurre à la maison de retraite où vous officiez au sein du département finance. Vous n'êtes pas directement décisionnaire pour les achats, mais dans la mesure où vous êtes chargé(e) du contrôle des dépenses, vous pourriez avoir une influence sur ces décisions. Faut-il informer votre responsable ?

R.
 Oui. Votre supérieur doit être averti que la laiterie appartient à votre beau-frère. Les transactions commerciales de Sodexo avec un de vos proches ne doivent jamais être placées sous votre responsabilité. Même sans prise directe sur les décisions d'achats, votre rôle dans le contrôle des dépenses vous expose à une position conflictuelle. Vous pourriez être tenté de laisser passer des règlements à la laiterie excédant la facturation habituelle des autres fournisseurs. Si votre beau-frère est le fournisseur le plus qualifié, le contrôle de ses factures et des paiements doit être confié à quelqu'un d'autre au sein de Sodexo.

Par conséquent, sauf accord préalable de votre supérieur, vous ne pouvez pas être chargé de superviser les relations entre Sodexo et un proche (ni les collaborateurs qui ont cette responsabilité), ou faire accéder un proche à un poste où il serait votre subordonné.

N'investissez jamais dans une entreprise concurrente, ni dans une entreprise dont les relations avec Sodexo sont sous votre responsabilité.

Vos intérêts financiers (et ceux de vos proches) peuvent aussi créer des conflits d'intérêt, particulièrement les investissements qui concernent des concurrents, des fournisseurs ou des clients actuels ou potentiels.

Pour éviter ce type de conflit, il n'est pas autorisé d'investir dans une entité concurrente. (Une participation inférieure à 2% dans une société cotée est généralement admissible.) Vous ne devez pas non plus investir dans une entreprise si les relations commerciales de Sodexo avec cette entreprise sont sous votre responsabilité. Par exemple, investir dans la société d'un fournisseur est proscrit si vous êtes impliqué d'une façon ou d'une autre dans la sélection ou l'évaluation de ce fournisseur, ou les négociations. Si l'investissement est déjà existant, il faut en informer votre supérieur.

N'acceptez jamais de cadeaux, d'invitations ou autres gratifications inappropriées.

Aucune décision ne doit être influencée par les cadeaux ou gratifications reçues d'un fournisseur ou d'un client actuel ou potentiel. N'acceptez aucun cadeau ou gratification qui ne respecte pas les Principes de Sodexo.

| CAS PRATIQUES |

Q.

En tant que responsable/ directeur(trice) régionale, vous avez été chargé(e) de sélectionner des affiliés pour un des programmes de Solutions de Motivation de Sodexo. Vous détenez une participation de 25% dans un des partenaires potentiels, un service de nettoyage à sec.

R.

La sélection des fournisseurs ou des partenaires doit toujours, comme en toutes circonstances, servir les intérêts de l'entreprise et non les intérêts personnels. Sodexo peut choisir de s'associer à un nombre limité de services de nettoyage à sec de ce secteur, auquel cas votre société sera en concurrence avec d'autres pour être choisie. Même si Sodexo décidait de proposer un partenariat à tous les commerces de la zone, il lui faudrait de toute façon placer tous les affiliés sur un pied d'égalité concurrentiel dans la négociation des termes des contrats. À cet égard, vos parts dans le service de nettoyage à sec définissent un conflit d'intérêts clair dont il faut informer votre supérieur. Vous devez vous retirer du processus d'évaluation et de négociation, non seulement pour votre société mais aussi pour tous les autres affiliés (ici tous les services de nettoyage à sec).

05

CONFIDENTIALITÉ, DÉLIT D'INITIÉ ET UTILISATION DES ACTIFS DE SODEXO

Les collaborateurs de Sodexo s'attachent, par leur professionnalisme et leur loyauté, à promouvoir les intérêts commerciaux du Groupe. Ils doivent s'assurer que ses actifs, y compris ses actifs incorporels tels que les informations commerciales, propriété de Sodexo, ne sont pas employés abusivement ou dilapidés. Tous les collaborateurs sont tenus de conserver pour eux seuls les informations confidentielles relatives à Sodexo, ses clients, ses fournisseurs et ses collaborateurs ; cette obligation subsiste même après leur départ du Groupe. Ils s'interdisent, par ailleurs, d'utiliser les biens ou les informations de Sodexo pour leur bénéfice personnel ou pour celui de leurs parents, amis ou relations. Les collaborateurs disposant d'informations privilégiées – telles que des informations non connues du public portant sur des résultats financiers, des fusions ou acquisitions, l'octroi de contrats importants ou des plans stratégiques – ont également l'interdiction d'en faire usage pour acheter ou vendre des actions Sodexo ou de les communiquer à des tiers à cette fin.

– Principes d'Intégrité dans la conduite
des affaires de Sodexo
« Confidentialité, utilisation des actifs et délit d'initié »

| CAS PRATIQUES |

Q.

Membre de l'équipe opérationnelle de la gestion des services sur site pour un campus universitaire, vous aimeriez emprunter un motoculteur le temps d'un weekend pour rendre service à votre voisin, une personne âgée dont le jardin a bien besoin d'un peu d'entretien. Comme l'université est fermée, le motoculteur ne fera défaut à personne et le client ne saura jamais que vous l'avez emprunté. Possible ?

R.

Non. Même si l'utilisation du motoculteur n'a pas d'impact négatif sur l'exploitation du site, elle entraîne une usure superflue du matériel et soulève des problèmes juridiques de responsabilité et d'assurance. Les collaborateurs de Sodexo ne peuvent pas utiliser la propriété d'un client à des fins personnelles.

En tant que collaborateur de Sodexo, il est de votre devoir de protéger ses actifs et de vous assurer qu'ils ne sont ni employés abusivement ni dilapidés. Ces actifs incluent les informations propriété de Sodexo et ses autres actifs incorporels. Les biens ou les informations de Sodexo ne doivent pas être utilisés à des fins personnelles, y compris à des fins de transactions boursières sur la base d'informations privilégiées. Les règles exposées dans ce chapitre vous aideront à protéger au mieux les actifs et la marque de Sodexo.

Appliquez toujours les règles fixées par Sodexo pour la protection des informations confidentielles.

Les collaborateurs sont tenus de protéger les informations confidentielles concernant Sodexo, ses clients, fournisseurs et collaborateurs **même après leur départ définitif** de l'entreprise, et de ne pas communiquer ces informations à des personnes extérieures au Groupe, y compris leur famille et leurs proches.

Les informations confidentielles recouvrent nos informations propres et exclusives – toute donnée généralement non publique et qui nous est utile ou le serait à nos concurrents – mais aussi les informations confiées à Sodexo par nos fournisseurs, nos clients, ou d'autres acteurs.

Sodexo a établi quelques règles claires à respecter impérativement pour protéger ses informations.

- Les informations confidentielles doivent être gardées sous clé dans un environnement sécurisé.
- L'accès aux informations confidentielles doit être restreint aux seules personnes qui ont besoin d'en avoir connaissance.
- Une information confidentielle (à l'exclusion des informations financières non-publiques) peut être partagée avec d'autres organisations uniquement quand un accord de confidentialité homologué est effectif.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Conscient(e) que les alliances avec d'autres organisations sont importantes pour la croissance et le développement de Sodexo, et dans le but de renforcer les liens avec une entreprise en particulier, vous invitez son président à assister à une réunion de votre zone géographique interne/entité opérationnelle. Les résultats financiers confidentiels non-publiés de l'année en cours sont normalement à l'ordre du jour de la réunion. Pouvez-vous en parler devant votre invité ?

R.

Non. Les informations financières confidentielles ne doivent pas être communiquées à des personnes extérieures à Sodexo, même quand nous avons développé avec elles des relations privilégiées. N'oubliez pas que même au sein de Sodexo, les informations confidentielles sont communiquées uniquement aux personnes qui ont besoin d'y avoir accès.

Protégez toujours les informations confidentielles qui vous sont confiées par des tiers avec autant de soin que les informations propres de Sodexo.

Nous appliquons les mêmes principes et règles de protection aux informations confiées par nos fournisseurs, nos clients ou autres tiers qu'aux informations propres et exclusives de Sodexo.

N'utilisez jamais à votre profit personnel une information confidentielle ou « privilégiée » à laquelle vous a donné accès votre position professionnelle.

Utiliser une information confidentielle ou privilégiée à des fins de profit personnel est contraire à l'éthique et souvent à la loi. Les « informations privilégiées » incluent les informations sur les résultats financiers, les fusions ou acquisitions, la signature de contrats importants ou les plans stratégiques qui n'ont pas été rendus publics par Sodexo.

N'achetez ou ne vendez jamais de titres/valeurs mobilières sur la base d'informations privilégiées et ne divulguez jamais d'informations privilégiées à des personnes extérieures à Sodexo, y compris votre famille et vos proches.

Sodexo a établi un ensemble détaillé de normes destinées à assurer un respect total par ses collaborateurs (y compris ceux bénéficiant d'options sur actions/stock options) des règles complexes relatives au délit d'initié, et la politique sur le délit d'initié de Sodexo comporte des directives spécifiques à ce sujet. Deux règles simples permettront généralement d'éviter de nombreux problèmes potentiels dans ce domaine :

| CAS PRATIQUES |

Q.

À une réunion de famille, votre oncle vous confie qu'il compte acquérir des actions d'un groupe de sociétés agricoles de la région. Vous savez que Sodexo n'est plus satisfait des services de ce groupe et ne renouvellera probablement pas le contrat qui expire dans quelques mois. Pouvez-vous mettre votre oncle au courant ?

R.

Non. Difficile de ne rien dire, certes, mais vous ne pouvez pas dévoiler à votre oncle une information confidentielle et privilégiée. Ne faites aucun commentaire sur son projet d'investissement et, s'il vous demande conseil, dites lui que Sodexo entretient une relation commerciale avec ce groupe, et que notre code de conduite vous interdit d'en discuter avec lui.

- **Ne jamais** acheter ou vendre de titres d'une société (y compris Sodexo) si vous détenez à son sujet des informations privilégiées.
- **Ne jamais** communiquer d'informations privilégiées sur Sodexo à des personnes extérieures, même aux membres de votre famille.

Protégez toujours les actifs corporels/matériels de Sodexo : ils ne doivent être ni utilisés de manière abusive, ni dilapidés, ni endommagés.

Les actifs matériels de Sodexo sont destinés à être utilisés dans le cadre de ses activités ; les collaborateurs ne doivent pas en faire un usage déraisonnable ou à leur profit personnel. Pour protéger nos biens corporels/matériels, respectez ces directives :

- **Ne jamais** faire un usage personnel des équipements ou des locaux de Sodexo sans avoir reçu l'accord de votre supérieur.
- **Ne jamais** faire un usage personnel de biens qui sont la propriété d'un client.
- **Toujours** faire un usage professionnel des outils et ressources informatiques et de télécommunications. Un usage personnel raisonnable est admis, selon les règles en pratique dans votre entité opérationnelle.

Fondez toujours les dépenses et les engagements contractés au nom de Sodexo sur des objectifs commerciaux légitimes.

Les engagements et les dépenses contractés doivent l'être uniquement et nécessairement à des fins entièrement professionnelles, au service de Sodexo et en accord avec sa politique. Ceci vaut pour tous les frais qui font l'objet de demandes de remboursement par ses collaborateurs. Chaque entité opérationnelle a mis en place des contrôles internes pour pouvoir raisonnablement s'assurer que les transactions et l'accès aux actifs sont proprement autorisés et enregistrés.

Protégez toujours les actifs incorporels/immatériels de Sodexo, entre autres les secrets industriels et commerciaux et le temps de travail.

Les ressources de Sodexo incluent non seulement ses actifs corporels (les équipements, les matériels et le numéraire) mais aussi ses actifs incorporels comme les secrets industriels et commerciaux et le temps de travail de ses collaborateurs. Les règles suivantes vous aideront à protéger ces actifs :

- **Employez toujours** le temps passé sur votre lieu de travail de manière professionnelle, sans laisser de part déraisonnable à vos activités personnelles.
- **Ne saisissez jamais** à titre personnel une opportunité à laquelle vous avez eu accès par le biais de votre travail.
- **Ne mettez jamais en danger** la propriété intellectuelle ou la marque de Sodexo en divulguant des informations confidentielles, telles que des informations sur les activités de recherche et développement et la stratégie, les coûts et tarifs, les ventes, les bénéfices, les marchés, les consommateurs et méthodes commerciales et opérationnelles.

06 SINCÉRITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE SODEXO

Sodexo s'attache à mériter la confiance de ses actionnaires, des autorités de contrôle et du public en s'engageant à leur fournir une information exacte, transparente et régulière. La sincérité des comptes du Groupe est une condition sine qua non pour atteindre cet objectif. Elle permet également au Groupe de fonder ses décisions sur des informations exhaustives, précises et fiables.

Sodexo et ses collaborateurs s'obligent à produire des comptes réguliers et sincères donnant une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations, des transactions et de l'actif et du passif du Groupe. L'établissement de ces documents doit être conforme aux principes comptables généralement admis et aux règles comptables et procédures de contrôle interne propres à Sodexo. Les collaborateurs s'interdisent toute écriture fausse ou frauduleuse dans les comptes ; cette interdiction ne souffre aucune exception. Les actifs du Groupe ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation de la direction. Les collaborateurs de Sodexo s'interdisent toute action susceptible de compromettre la sincérité des états financiers du Groupe, de contraindre, de manipuler ou d'induire en erreur les commissaires aux comptes ou auditeurs internes chargés de vérifier les comptes du Groupe.

- Principes d'Intégrité dans la conduite des affaires de Sodexo
- « Sincérité de l'information comptable et financière de Sodexo »

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes responsable d'unité pour un compte de services sur site, et le représentant du client vous explique que ses dépenses sont en dessous des prévisions budgétaires pour l'année fiscale, close le mois suivant. Afin que le budget soit aligné sur ses prévisions, il aimerait vous demander de lui facturer provisoirement des montants/dépenses qui pourraient être reversées à la même période comptable du prochain exercice ; ce serait juste un arrangement temporaire, et le client apprécierait beaucoup. Possible ?

R.

Non. Toute écriture délibérément inexacte est proscrite – même si elle est temporaire. Tout comme vous vous refuseriez à falsifier les comptes de Sodexo, vous devez vous interdire d'aider un client à manipuler ses résultats financiers.

Toute action qui compromet la sincérité des états financiers ou des comptes de Sodexo est une infraction aux Principes. En appliquant les règles expliquées dans ce chapitre, vous contribuez à garantir la sincérité financière et comptable de Sodexo et à préserver sa réputation auprès de ses actionnaires et partenaires commerciaux, des autorités de contrôle, et du public. Le manquement à ces règles peut représenter une violation de diverses lois civiles et pénales dans le monde entier, entraîner des sanctions conséquentes, et nuire à notre réputation.

Enregistrez toutes les transactions avec exactitude et maintenez une comptabilité financière conforme aux règles définies par Sodexo et aux normes comptables en vigueur.

Les comptes financiers de Sodexo doivent refléter de manière exacte, sincère et raisonnablement détaillée sa position financière, les résultats des opérations, les transactions commerciales, les actifs et passifs. La tenue des comptes doit être conforme aux règles définies par Sodexo et aux normes comptables en vigueur.

- **Informez toujours** un supérieur en cas de doute sur l'exactitude d'une écriture ou d'un processus financier ou si vous pensez qu'il vous est demandé de produire une écriture, des données ou un document comptable inexact ou frauduleux.
- **N'encouragez ou ne forcez jamais** un tiers à enfreindre les Principes ou à mettre en danger d'une autre manière la sincérité des comptes de Sodexo.

N'enregistrez jamais délibérément une écriture inexacte ou mensongère dans un rapport, une note de frais ou un document quel qu'il soit, financier ou non-financier.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes en charge du reporting financier pour votre entité. Une indemnité de déménagement a été versée pendant la période en cours. Vous n'aviez pas pu anticiper cette dépense, qui n'est donc pas entrée dans vos prévisions. Comme il s'agit d'une dépense exceptionnelle relativement minime, il vous est demandé de la reporter sur la prochaine période comptable. Votre décision ?

R.

Différer l'écriture de la dépense est contraire à l'éthique et enfreint les Principes. Les règles comptables exigent la tenue de comptes exacts et réguliers, et le fait que cet ajournement soit exceptionnel ne fait aucune différence : la dépense doit être enregistrée à la période où elle intervient. Par contre, si le déménagement lui-même n'avait pas encore eu lieu, vous auriez pu repousser la date pour retarder du même coup la dépense.

Les mêmes règles et normes s'appliquent aux documents non-financiers relatifs aux données sur la qualité, la sécurité et le personnel. Les données saisies dans les documents de Sodexo doivent **toujours** reposer sur l'intégrité ; saisir des éléments erronés/inexactes ou mensongers dans des documents non-financiers est **totallement** interdit, au même titre que toute écriture frauduleuse dans un document financier.

Assurez-vous que toutes les transactions sont dûment autorisées et documentées.

Chaque entité opérationnelle a mis en place un système de contrôles internes pour garantir que les transactions et l'accès aux actifs reçoivent les autorisations nécessaires, que leur enregistrement est conforme aux règles et procédures comptables et financières, que les actifs sont comptabilisés en toute traçabilité et que les actifs enregistrés sont comparés aux actifs existants à intervalles raisonnables. Ne cherchez jamais à contourner les procédures de contrôles internes appliquées par Sodexo ou votre entité opérationnelle : ce serait une infraction aux Principes, avec de sérieuses conséquences juridiques.

N'effectuez jamais un paiement (et ne disposez jamais des actifs de Sodexo) dans un but autre que celui indiqué dans les comptes.

Tout paiement doit être dûment autorisé et documenté ; effectuer un paiement dans un but qui ne correspond pas à celui qui a été approuvé et enregistré est totalement proscrit.

Assurez-vous toujours, dans la mesure de vos responsabilités, que les contrôles internes qui garantissent la conformité du reporting interne et externe aux normes définies par Sodexo sont effectifs.

| CAS PRATIQUES |

Q.
Récemment promu responsable de secteur, vous avez en perspective de nombreux voyages d'affaires et les frais professionnels qui vont avec. Mais avant qu'un numéro de compte vous soit attribué pour vos dépenses, vous effectuez un déplacement pour un de vos nouveaux comptes. Une des unités dont vous avez maintenant la responsabilité est un compte de résultat bénéficiaire, et en avance sur son budget, alors pourquoi ne pas imputer les dépenses sur ce compte ?

R.
Tout report inexact ou incorrect se répercute sur les états financiers de Sodexo, et aucune inexactitude délibérée n'est admissible ; cet enregistrement des dépenses serait contraire à l'éthique et violerait les Principes.

Les collaborateurs qui répondent de l'exactitude du reporting financier ont plus particulièrement le devoir et la responsabilité de s'assurer de l'effectivité des contrôles internes qui garantissent la conformité du reporting interne et externe aux exigences de Sodexo. Le Groupe a adopté à ce titre un code de conduite pour les cadres dirigeants.

Coopérez toujours avec les auditeurs internes et externes.

Tous les collaborateurs de Sodexo sont tenus de coopérer pleinement avec les auditeurs internes et externes, et de leur fournir des informations exactes et l'accès le plus vaste possible au personnel et aux documents.

| CAS PRATIQUES |

Q.

Vous êtes chargé(e), en tant que responsable de secteur du reporting des données ressources humaines, mais un site ne vous a pas communiqué ses chiffres ce mois-ci. La date limite du reporting approche et vous décidez donc de faire une estimation basée sur le mois précédent. Acceptable ?

R.

Faites d'abord votre possible pour obtenir les chiffres. Si vous devez faire sans, alors utilisez votre jugement managérial pour faire la meilleure estimation possible, en vous basant sur les mois précédents et tout autre donnée pertinente. Les données, bien qu'approximatives, ne peuvent pas être injustifiées ; une écriture injustifiée est par nature frauduleuse, parce qu'elle trahit l'attente légitime du lecteur que les états financiers de Sodexo reposent sur des informations vérifiables.

07

QUI FAIT QUOI ?

Les Principes sont un impératif stratégique.

Comment sont-ils diffusés et mis en pratique ?

Les questions soulevées dans les Principes et abordées dans ce Guide sont souvent complexes et ne trouvent pas toujours de réponses simples, en particulier au regard de la grande diversité de pays et de cultures où nous évoluons. Sodexo souhaite apporter à ses collaborateurs tout le soutien et l'appui nécessaires pour que ces Principes demeurent des références claires, en plein accord avec la vision et la mission du Groupe.

QUI FAIT QUOI ?

Global Business Integrity Champion ⁽³⁾

Sodexo a nommé un « Global Business Integrity Champion », responsable du déploiement du programme éthique du Groupe et rapportant directement au Directeur Général de Sodexo. Le « Global Business Integrity Champion » guide les efforts et initiatives de Sodexo pour concrétiser une conduite des affaires exemplaire, et se charge de rapporter auprès du Comité Exécutif un « état des lieux » de l'éthique au sein du Groupe. Il est chargé de s'assurer que les outils pratiques nécessaires sont mis à la disposition des collaborateurs pour les aider à satisfaire aux normes éthiques de Sodexo.

En outre, le « Global Business Integrity Champion » :

- Fait des recommandations au Directeur Général sur des questions précises et l'alerte sur les risques significatifs qu'il identifie
- Remet au Directeur Général des rapports, à une fréquence au moins annuelle, sur le statut et l'actualité du programme d'éthique
- Supervise la préparation des programmes de conseil et d'orientation éthique spécifiquement destinés aux entités opérationnelles en fonction de leurs besoins
- Assure la diffusion des codes/directives, règles et procédures
- Coordonne les initiatives et les programmes de formation à l'éthique au sein du Groupe

Group Business Integrity Council

Le « Group Business Integrity Council » est un comité international et transversal composé de cadres dirigeants de Sodexo. Il joue un rôle de conseil auprès du « Global Business Integrity Champion » qui en est le président. Le Conseil aide le « Global Business Integrity Champion » à développer et superviser le programme d'intégrité dans la conduite des affaires du Groupe. À ce titre, le Conseil :

- S'assure que les politiques éthiques existantes et envisagées sont cohérentes et adaptées aux activités et aux marchés géographiques de Sodexo

⁽³⁾ SES QUALIFICATIONS EXIGENT :

(1) UNE EXPÉRIENCE EN TANT QUE CADRE DIRIGEANT AU SEIN DE SODEXO OU D'UN CLIENT DE SODEXO OU D'UNE AUTRE ENTREPRISE FRANÇAISE,

(2) UNE FAMILIARITÉ AVEC LES ACTIVITÉS DE SODEXO,

(3) UNE CONNAISSANCE (GÉNÉRALE) DU DOMAINE ÉTHIQUE ET DES POLITIQUES DE CONFORMITÉ,

(4) SON INDÉPENDANCE.

- Repère les tendances et identifie les risques liés aux activités qui doivent être abordés et traités par le programme
- Fait des recommandations au « Global Business Integrity Champion » sur la base des préoccupations existantes dans leurs entités respectives ou de leurs observations indépendantes
- Surveille la mise en application des politiques et propose des modifications si nécessaire
- Vérifie l'adéquation des supports de formation et d'orientation en matière d'éthique avec les activités et les objectifs du Groupe
- Recommande des programmes de formation et de recherche complémentaires

Les membres du Conseil sont nommés par le Directeur Général, en consultation avec le « Global Business Integrity Champion ». Le Conseil est actuellement composé de représentants des départements Ressources Humaines, Achats, Finance, Opérations et Audit Interne. Le Directeur Juridique Groupe intervient en tant que conseiller juridique auprès du Conseil, qui se réunit au moins deux fois par an.

Signaler les infractions supposées

Sodexo encourage ses collaborateurs à aborder avec leurs supérieurs ou un représentant des Ressources Humaines toute question ou problème éthique rencontré.

La communication d'une infraction est traitée avec sérieux et, autant que possible, en toute confidentialité. Les collaborateurs à l'origine de ces signalements ne font l'objet d'aucune mesure de représailles, de menace ou de harcèlement et leur identité reste secrète dans les limites autorisées par la loi.

Ces communications peuvent aussi être faites par le biais de hotlines (par téléphone ou internet) dans les pays qui en disposent.

QUI FAIT QUOI ?

Vos responsabilités

En tant que collaborateur, vous devez vous assurer que vous comprenez et respectez entièrement les Principes et le présent Guide.

Il est aussi de votre responsabilité de communiquer sans délai les manquements aux Principes et au Guide dont vous auriez connaissance, et de soulever toute préoccupation, question ou problème potentiel dès qu'il se pose. Le signalement d'une infraction doit être fait en toute bonne foi et dûment documenté. Le manquement d'un collaborateur à ses responsabilités éthiques peut entraîner des mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement conformément aux législations en vigueur et aux conventions et accords collectifs applicables.

Conclusion

Sodexo est fier de ses collaborateurs, de leurs compétences, et de leur fidélité à ses exigences d'équité et d'intégrité. En respectant les Principes et en prenant ce Guide comme référence, chacun d'entre nous contribue à la vocation de Sodexo - améliorer la qualité de vie au quotidien de tous ceux que nous servons -, dans le respect de son attachement à la plus haute échelle de valeurs en matière d'éthique des affaires.



| CONTACTS |

Global Business Integrity Champion

PIERRE HENRY

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT GROUPE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
SOLUTIONS DE MOTIVATION,
EN CHARGE DES SOLUTIONS DE SERVICES SUR SITE
EN AMÉRIQUE DU SUD ET EN EUROPE CONTINENTALE,
SOLUTIONS AUX PARTICULIERS ET À DOMICILE
Tél. : + 33 1 57 75 83 66 / E-mail : pierre.henry@sodexo.com

Business Integrity Council

• **PIERRE HENRY**

• **MICHEL LANDEL,**
DIRECTEUR GÉNÉRAL GROUPE, SODEXO
Tél. : + 33 1 57 75 80 80 / E-mail : michel.landel@sodexo.com

• **SIAN HERBERT-JONES,**
MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF, DIRECTEUR FINANCIER GROUPE, SODEXO
Tél. : + 33 1 57 75 81 32 / E-mail : sian.herbert-jones@sodexo.com

• **ELISABETH CARPENTIER,**
MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF,
DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES GROUPE ET COMMUNICATION INTERNE, SODEXO
Tél. : + 33 1 57 75 82 38 / E-mail : elisabeth.carpentier@sodexo.com

• **NICOLAS JAPY,**
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT GROUPE, DIRECTEUR GÉNÉRAL BASES-VIE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL ASIE/AUSTRALIE, SOLUTIONS DE SERVICES SUR SITE
Tél. : + 33 1 57 75 82 62 / E-mail : nicolas.japy@sodexo.com

• **DAMIEN VERDIER,**
DIRECTEUR DE LA FIDÉLISATION CLIENTS, DU MARKETING DE L'OFFRE,
DES ACHATS ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE GROUPE
Tél. : + 33 1 57 75 81 89 / E-mail : damien.verdier@sodexo.com

• **LAURENT ARNAUDO,**
DIRECTEUR AUDIT INTERNE GROUPE
Tél. : + 33 1 57 75 80 14 / E-mail : laurent.arnaud@sodexo.com

• **MARK ROLLINGER,**
DIRECTEUR JURIDIQUE GROUPE
Tél. : + 33 1 57 75 85 90 / E-mail : mark.rollinger@sodexo.com

Sodexo
Direction financière Groupe
255 Quai de la Bataille de Stalingrad
92866 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 - France
Tél. : +33 (0)1 30 85 75 00
www.sodexo.com

